



FS SSCTD Lozère 30 juin 2026

Ouvrons cette séance en rappelant une évidence : la prévention ne peut plus rester un exercice théorique. Elle doit devenir une réalité tangible pour les personnels.

Comme à chaque FS, nous alertons sur les conditions de travail des personnels qui continuent de se dégrader, partout sur le territoire. La Lozère ne fait pas exception comme le montre l'analyse des fiches RSST depuis plusieurs années. En matière de prévention, le ministère affiche des ambitions qu'il ne se donne pas les moyens de concrétiser : absence d'une médecine de prévention suffisante, absence de formation, équipes de prévention sous-dimensionnées ... La prévention reste un slogan alors que les personnels attendent des actes.

Au coeur de ce quotidien professionnel qui se dégrade, jusqu'à devenir impossible à affronter pour certain.e.s, les RPS sont devenus le facteur prépondérant dans les fiches de notre département. Les RPS sont insuffisamment pris en charge avant les crises, ou de façon mal-efficace. Un groupe de travail départemental RPS est en suspens, tributaire du plan d'actualisation des DUERP en cours. Il devient urgent de s'emparer du problème : absence de prévention primaire, carences de la médecine de prévention, refus d'imputabilité, situations laissées en attente : tout cela contribue à aggraver la souffrance des personnels et les dangers auxquels leurs santé physique et psychologique sont exposées.

Le silence institutionnel sur la prévention primaire du risque suicidaire est préoccupant. Ce silence n'est pas neutre : il traduit une difficulté persistante du ministère à affronter ce sujet. Le risque suicidaire n'est pas un tabou, c'est une obligation légale de prévention.

Le plan national Handicap et inclusion des personnels est également à l'ordre du jour de cette FS.

La DHIP travaille sérieusement, personne n'en doute, mais les documents produits restent centrés sur les outils, les plateformes, les tableaux. Ils disent ce que fait l'administration, pas ce que vivent les agents. Le maintien dans l'emploi, les délais d'aménagement, les refus, les contentieux, l'usure professionnelle : tout cela demeure dans l'angle mort. Et le ministère reste loin des 6 % légaux, alors même que le FIPHFP envisage de relever ce taux. Pour le premier employeur public du pays, c'est un signal d'alerte majeur.

Egalement à l'ordre du jour, le plan vague de chaleur, quant à lui, demeure flou, prudent, dépendant des moyens locaux. Les personnels n'ont pas besoin d'un constat supplémentaire : ils ont besoin de seuils, de procédures, de décisions nationales, notamment un plan pluriannuel du bâti scolaire. Pas d'un renvoi permanent à « ce qui est possible localement ».

Tout converge vers un même constat : la prévention reste trop souvent un exercice théorique. Elle existe dans les documents, mais pas encore dans les faits. Handicap, RPS, risque suicidaire, vagues de

chaleur ... : les constats sont connus, répétés, documentés. Ce qui manque, ce sont les actes et l'opérationnalité qui en découle.

Avant de terminer, nous isolons un sujet qui nous préoccupe grandement. Il s'agit du décret n° 2021-997 du 28 juillet 2021 relatif au temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique de l'Etat, qui a été une avancée majeure pour l'ensemble des personnels de l'Education nationale.

Le recours au temps partiel thérapeutique est utilisé par les agents ayant des pathologies évolutives mais aussi par des collègues après une affection lourde.

Le changement qui s'annonce nous inquiète à plusieurs titres :

- délais d'attente de 30 jours entre le dépôt de la demande de TPT et la réponse de l'administration
- perte de la souplesse existante du dispositif
- interrogation sur la finalité réelle de ce changement annoncé comme sur le constat qui amène à ce changement
- augmentation probable du nombre de demande de congé longue maladie

A l'UNSA, nous regrettons que pour des logiques comptables, la santé et le bien-être au travail des personnels ne soient pas la priorité. Mais c'est finalement encore une triste illustration des intentions et de la méthode gouvernementales